



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°11 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : La reprise du projet CASA-1000 débutera après l'Aid al-Fitr ;
- ❖ **Bangladesh** : Les réserves en devises étrangères du Bangladesh à nouveau en-dessous des 20 Mds USD ;
- ❖ **Bhoutan** : Le Bhoutan aurait amélioré temporairement la situation de ses réserves de change grâce à la restriction d'importation de véhicules ;
- ❖ **Inde** : Revue à la hausse des prévisions de croissance de l'Inde par l'agence de notation S&P Global Ratings ;
- ❖ **Maldives** : Croissance du tourisme au premier trimestre
- ❖ **Népal** : Prévision de croissance de la Banque mondiale pour l'année budgétaire en cours ;
- ❖ **Pakistan** : Croissance en baisse au T2 2024, +1%, après 2,5% au T1 2024 selon les chiffres révisés du NAC ;
- ❖ **Sri Lanka** : Accords des services du FMI sur la deuxième revue du programme prévu dans le cadre de l'Extended Fund Facility (EFF) du Sri Lanka ;

LE CHIFFRE A RETENIR

38 M

Population bangladaise en situation
d'insécurité alimentaire

Afghanistan

La reprise du projet CASA-1000 débutera après l'Aïd al-Fitr

Le ministère de l'Énergie et de l'Eau du gouvernement *de facto* a indiqué que les travaux du projet CASA-1000 débuteraient après l'Aïd al-Fitr, le mercredi 10 avril prochain.

Pour rappel, le projet de transport d'électricité Asie centrale-Asie du Sud (CASA-1000), étendu sur 1 227 kilomètres à travers l'Asie centrale, vise à faciliter le transfert de l'énergie hydroélectrique excédentaire de cette région vers les régions d'Asie du Sud en déficit d'électricité. Le Kirghizistan et le Tadjikistan, disposant d'un surplus d'énergie, joueront un rôle crucial en fournissant de l'électricité à l'Afghanistan et au Pakistan dans le cadre de cette initiative. Les travaux sur ce projet de transport d'électricité avaient été interrompus après le retour au pouvoir de l'Émirat islamique dans le pays. Le coût total du projet CASA-1000 s'élève à 1,2 Md USD, dont 260 M USD seront alloués à l'Afghanistan. 160 M USD ont déjà été versés par la Banque mondiale sous le précédent gouvernement.

Selon le porte-parole du ministère, le projet devrait être opérationnel d'ici 2026 et avec son achèvement, l'Afghanistan percevra chaque année jusqu'à 75 M USD en droits de transit et bénéficiera de trois cents mégawatts d'électricité supplémentaire par an. La sécurité de cette route bénéficiera également du fonds CASA-1000 dans les régions traversées, notamment les 33 districts des provinces de Kunduz, Panjshir, Kapisa, Kaboul, Laghman et Nangarhar.

Bangladesh

Commerce France-Bangladesh en nette baisse en 2023

Les échanges commerciaux entre la France et le Bangladesh ont connu un fort ralentissement en 2023, après une année record en 2022. Les importations françaises s'établissent ainsi à 3,89 Mds EUR (-17%) d'après les douanes françaises tandis que les exportations restent faibles à 183 M EUR (-25%).

Les produits en provenance du Bangladesh demeurent très majoritairement des vêtements et autres produits de la filière textile, représentant près de 94% des importations totales, un niveau élevé et stable sur les dernières années. Ceux-ci continuent de profiter d'un régime sans droit de douane dans l'Union européenne, au titre de l'initiative « Tout sauf les armes » dont le pays bénéficie en tant que Pays les Moins Avancés (PMA). Le secteur de la chaussure, l'une des pistes en vue de diversifier le tissu économique, ne représente toujours qu'une maigre part (4%) des exportations.

Cette moindre performance des exportations bangladaises s'explique notamment par une année record en 2022, qui a amené les marques françaises de prêt-à-porter à constituer des stocks en France, et par le ralentissement de la consommation en France sur fond de forte inflation. Les exportations françaises sont variées : machines et équipements, avions, ordinateurs et produits pharmaceutiques en tête.

38 millions d'habitants en insécurité alimentaire au Bangladesh

D'après une récente enquête réalisée par le *Bangladesh Bureau of Statistics* (BBS), environ 38 millions d'habitants connaissent une situation modérée ou sévère d'insécurité alimentaire. Cela représente près de 22% de la population totale. Elle concerne légèrement plus les habitants des zones rurales (24%) que ceux des zones urbaines (21%). Au niveau national, l'insécurité sévère ne concerne néanmoins que 0,8% des ménages. Cet indicateur est construit à partir de questions relatives à un manque de nourriture, à des privations subies, à la durée des privations endurées, sur toute une journée, etc. et à leur fréquence sur les douze derniers mois.

En 2021, la ration moyenne a légèrement augmenté par rapport à 2016, de 2460 kcal/personne à 2520 kcal/p. L'étude nous renseigne sur les évolutions du régime alimentaire au cours des cinq années sous revue. Le riz continue de représenter, et de loin, la principale source de calories, passant de 68% en 2016 à 61%, du fait de la diversification de l'alimentation. La part de protéines animales atteint désormais 17% contre 13% en 2016.

Le premier parc éolien d'envergure au Bangladesh est dorénavant opérationnel

Depuis la mi-mars, le premier parc éolien d'envergure au Bangladesh est complètement opérationnel, avec une capacité totale de 60 MW. Ce projet, situé près de Cox's Bazar, a été mené grâce à un investissement d'environ 116 M USD de l'entreprise chinoise Wuling Power Corp. (une filiale de la State Power Investment Corp.) et grâce aux travaux effectués par la PowerChina Chengdu Engineering Corp. Le projet prévoit que l'investisseur chinois bénéficiera des revenus liés au parc éolien pour une durée de 18 ans.

Le Bangladesh cherche à attirer des investissements étrangers dans le secteur des énergies renouvelables en raison de son objectif de produire 10% de son électricité à partir de sources d'énergie renouvelable (solaire, hydroélectrique et éolienne) d'ici 2025. Actuellement, le pays est en mesure de produire 2% de son électricité à partir de sources renouvelables. Plusieurs projets éoliens sont en cours de développement pour une capacité totale de 737 MW s'ils sont menés à bien.

Le Bangladesh s'active sur le front de la coopération régionale en matière d'énergie

Le 12 mars, la Nepal Electricity Authority (NEA) et le Bangladesh Power Development Board (BPDB) sont parvenus à un accord sur le tarif de l'électricité à exporter depuis le Népal. Dans un premier temps, le Népal s'apprête à exporter près de 40 MW d'électricité vers le Bangladesh.

De plus, le gouvernement bangladais a récemment annoncé qu'il était prêt à investir 1 Md USD dans un projet de centrale hydroélectrique au Bhoutan (Dorjilung Hydropower Project) pour une capacité totale de 1 125 MW. Ce projet comprendrait une coopération trilatérale avec l'Inde, qui doit notamment assurer le transit de l'électricité en provenance du Bhoutan vers le Bangladesh. Les trois pays sont actuellement en voie de parachever un MoU. Le Bangladesh a également annoncé qu'il prévoyait d'importer entre 6000 et 9000 MW d'électricité en provenance de ses voisins.

Les réserves en devises étrangères du Bangladesh à nouveau en-dessous des 20 Mds USD

Le 20 mars, la Bangladesh Bank a annoncé que ses réserves de change s'élevaient à 19,98 Mds USD, selon la définition du FMI. Après avoir chuté à 19,13 Mds USD début décembre 2023, les réserves étaient pourtant remontées à 21,74 Mds USD en janvier 2024 grâce aux prêts du FMI et de la Banque asiatique de développement, qui représentaient respectivement 689 M USD et 400 M USD. En février, la Banque centrale avait également reçu plus d'un milliard USD de la part des banques commerciales, dans le cadre d'un accord de swap visant à renforcer le niveau des réserves.

Néanmoins, la baisse des réserves de change s'est poursuivie, principalement en raison d'une pénurie importante de dollars sur le marché interbancaire, contraignant la Banque centrale à continuer de vendre des dollars aux banques. La Bangladesh Bank a cédé plus de 30 Mds USD aux banques au cours des 32 derniers mois, et notamment 9 Mds USD entre juillet dernier et février 2024.

Bhoutan

Le Bhoutan aurait amélioré temporairement la situation de ses réserves de change grâce à la restriction d'importation de véhicules

L'interdiction d'importation de véhicules aurait permis au Bhoutan d'économiser près de 63 M USD dans ses réserves de change. Cette mesure a été mise en place d'août 2022 à décembre 2023, période pendant laquelle l'importation de certains types de véhicules n'était pas autorisée. Cette interdiction englobe divers types de véhicules tels que les voitures particulières, les véhicules de transport de dix personnes ou plus, les véhicules de transport de marchandises et les voitures électriques, à l'exception des motocyclettes.

L'année dernière, le Bhoutan a importé des véhicules d'une valeur de 11 M USD, comparativement à 38 M USD en 2022, reflétant ainsi une baisse de 71 %.

Pour mémoire, dans le but de préserver ses réserves de change, le gouvernement du Bhoutan a mis fin aux importations de véhicules en août 2022, lorsque les réserves totales du pays se chiffraient à 736 M USD. Selon le bulletin statistique mensuel de l'Autorité monétaire royale, les réserves extérieures totales du Bhoutan ont atteint 533,3 M USD en novembre de l'année dernière, soit une augmentation de 28,4 M USD par rapport au mois précédent. Pour lever l'interdiction sur les véhicules, les réserves extérieures totales du Bhoutan devraient augmenter de 27,5 %, soit de 202,7 M USD d'ici novembre de cette année, pour atteindre la valeur des réserves d'août 2022, correspondant à un taux de croissance mensuel de 2,3 %.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Publication d'un rapport sur l'emploi de l'*Institute for Human Development* et de l'Organisation Internationale du Travail

Selon un récent rapport ("*India Employment Report 2024*") rédigé par des chercheurs de l'*Institute for Human Development* (IHD) de New Delhi en coopération avec les équipes de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), 5,2 millions d'emplois ont été créés en moyenne chaque année au cours de la dernière décennie (2012-2022). Ce nombre demeure insuffisant pour absorber la main-d'œuvre supplémentaire. En effet, selon les données des Nations Unies, sur la même période, la population en âge de travailler a augmenté de 12,6 millions de personnes par an en Inde. Par ailleurs, le niveau d'informalité demeure élevé, avec près de 90 % des travailleurs employés de manière informelle en 2022.

Le rapport de l'IHD note également que le problème du chômage en Inde se concentre de plus en plus sur les jeunes, en particulier les jeunes instruits et les jeunes femmes. Le chômage des jeunes, estimé à 12,4 % en 2022, a plus que doublé depuis 2000. Il augmente avec le niveau d'éducation, le taux le plus élevé étant celui des jeunes diplômés (29,1 %), et surtout celui des jeunes femmes diplômées (34,5 %), ce qui traduit une inadéquation entre les aspirations des jeunes et les emplois disponibles sur le marché.

Ainsi, la croissance soutenue de l'Inde ne s'est pas encore traduite par des opportunités d'emploi massives. Cela s'explique notamment par la nature de la croissance, qui repose principalement sur les services, contrairement à la plupart des pays développés qui ont connu un fort essor de l'industrie manufacturière au cours de leur processus de développement. Aussi, la production repose de plus en plus sur le capital au détriment de la main d'œuvre. En conséquence, selon le rapport, la part de l'emploi dans l'industrie manufacturière stagne, autour de 12-14 %, l'augmentation de l'emploi non-agricole ayant été absorbé par la construction et les services.

Cette lente transition vers les emplois non-agricoles s'est toutefois inversée après 2019 : la part de l'emploi dans l'agriculture est passée de 42,4 % en 2019 à 45,4 % en 2022. Cette hausse est principalement constituée de femmes enregistrées comme « travailleuses familiales non rémunérées » dont le nombre a fortement augmenté pendant la pandémie.

Le rapport souligne également qu'au cours de la période 2012-22, les salaires réels des travailleurs dits réguliers sont restés stagnants, voire ont diminué. 62 % des travailleurs agricoles journaliers sans qualifications et 70 % de ces mêmes travailleurs dans le secteur de la construction ont reçu un salaire inférieur au minimum journalier.

Enfin, le rapport conclut que la question des migrations en Inde n'est pas suffisamment prise en compte dans les enquêtes officielles, alors que les taux d'urbanisation et de migration intérieure devraient augmenter considérablement à l'avenir.

Ainsi, l'Inde devrait compter une population urbaine d'environ 607 millions d'habitants en 2030 (contre 461 millions en 2018). L'essentiel de cette augmentation proviendra des migrations, principalement des régions de l'est, du nord-est et du centre du pays vers les régions du sud, de l'ouest et du nord.

Le gouvernement annonce 52 millions d'emplois créés en quatre ans

En réponse au rapport de l'IHT et de l'OIT (cf. *supra*), le gouvernement a récemment annoncé un chiffre de 52 millions de nouveaux emplois formels créés au cours des quatre dernières années, sur la base des données de l'*Employee Provident Fund Organisation* (EPFO), l'une des principales organisations de sécurité sociale relevant du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Ces chiffres sont toutefois à analyser avec prudence. En effet, le chiffre exact est probablement inférieur de moitié, car de nombreux employés se sont inscrits sur les registres de l'EPFO plusieurs fois (dans le cadre d'une reprise d'emploi par exemple), tandis que certains nouveaux inscrits avaient déjà un emploi auparavant mais n'étaient simplement pas inscrits.

Ces chiffres illustrent les difficultés d'obtention de statistiques fiables en matière d'emploi et ce pour plusieurs raisons. D'abord, le recensement national prévu en 2021 a été reporté *sine die* à plusieurs reprises. Aussi, le ministère des statistiques utilise une méthodologie non conforme à celle de l'OIT, en comptabilisant dans les chiffres de l'emploi le "travail familial non rémunéré" - qui a augmenté de manière significative au cours de la période COVID.

Hausse de transferts des fonds vers l'Inde au T3 2023/24

Selon la RBI, les transferts des fonds de la diaspora indienne ont augmenté pour atteindre leur niveau le plus élevé enregistré sur un trimestre, et ce depuis la libéralisation du pays, en 1991. Ils se sont élevés à 29 Mds USD au cours du troisième trimestre 2023/24 se terminant en décembre 2023. Ces envois de fonds ont contribué à réduire le déficit courant de l'Inde sur le trimestre, à 1,2 % contre 2,0 % un an plus tôt, au terme du T3 2022/23.

La saison des fêtes (Divali, Ganpati, Navrati) explique probablement en grande partie cette hausse, ainsi que les primes saisonnières versées par les entreprises à l'étranger, mais aussi la dépréciation de la roupie sur la période, qui renchérit les transferts une fois convertis en monnaie locale. Enfin, les taux d'intérêt élevés proposés par les banques, en quête de dépôts stables, pour les fonds en devises déposés par les non-résidents, ont pu également entraîner une hausse des envois de fonds.

Si les dépôts en devises des non-résidents ont augmenté de manière significative, atteignant 4,15 Mds USD entre avril et janvier 2023/24, soit plus de trois fois le niveau de l'année précédente, ils restent faibles au regard du montant total des transferts de fonds. Pour rappel, selon la Banque mondiale, ces derniers ont atteint 100 Mds USD en 2023. La majeure partie de ces fonds est en effet directement consommée par les familles des migrants.

Les États-Unis demeurent la principale source des envois de fonds, représentant 23% du total, tandis que les flux en provenance du Golfe ont diminué sur le trimestre.

Revue à la hausse des prévisions de croissance de l'Inde par l'agence de notation S&P Global Ratings

S&P Global ratings a relevé les prévisions de croissance de l'Inde, de 6,4% à 6,8% pour l'année budgétaire 2024/25 ; une prévision qui reste toutefois inférieure à celle de la RBI et du gouvernement, établie à 7,0 %. Selon S&P, l'économie indienne aurait enregistré une croissance de 7,6% au cours de l'année budgétaire 2023/24.

L'agence prévoit des baisses de taux allant jusqu'à 75 points de base au cours de l'année calendaire 2024, baisses qui selon S&P, ne devraient pas intervenir avant le mois de juin. Ces baisses devraient être motivées par le ralentissement de l'inflation, une réduction du déficit budgétaire et la baisse des taux de la Fed.

Pour rappel, le Comité de Politique Monétaire de la RBI a tenu sa première réunion pour l'année budgétaire 2024-2025 du 3 au 5 avril. Il a décidé de maintenir l'orientation actuelle de la politique monétaire de la RBI, et le taux directeur est resté inchangé à 6,5 %.

Politique commerciale

Hausse des exportations de pétrole russe en mars

Les livraisons de pétrole brut russe à l'Inde ont augmenté de 6 % en mars par rapport à février. Selon Kpler, une société de données, l'Inde a reçu environ 1,7 million de barils par jour, soit la quantité la plus élevée en quatre mois. Ce rebond s'est produit malgré le durcissement des sanctions occidentales à l'encontre du commerce du pétrole russe. De nouvelles sanctions imposées en février à Sovcomflot, une entreprise publique russe de transport maritime, ont notamment incité les raffineurs indiens à cesser d'accepter des livraisons en provenance de ses pétroliers.

Les chiffres de mars suggèrent que les exportateurs russes ont organisé un transport alternatif vers l'Inde pour éviter les sanctions occidentales.

Politique monétaire

Le Comité de Politique Monétaire maintient le taux directeur inchangé

Lors de sa réunion du 5 avril, la première pour l'année budgétaire en cours (2024-2025), le Comité de Politique Monétaire de la RBI a décidé de maintenir le taux directeur inchangé, à 6,5 %. Le Comité a également maintenu le biais restrictif de sa politique monétaire, dans l'objectif d'atteindre l'objectif d'inflation à moyen terme (4,0 %) tout en soutenant la croissance.

Le Comité note que l'activité économique locale reste solide, soutenue par des investissements importants ainsi que par l'optimisme des entreprises et des consommateurs. La RBI maintient ainsi ses perspectives de croissance, à 7,0 % en 2024-2025.

L'inflation effective a fléchi à 5,1 % en janvier-février 2024, après avoir atteint 5,7 % en décembre. Plus précisément, en février, l'inflation sous-jacente a été ramenée à 3,4 % alors que les prix des carburants ont continué à baisser pour le sixième mois consécutif.

L'inflation des produits alimentaires est quant à elle remontée à 7,8 %, principalement due aux prix des légumes, des œufs, de la viande et du poisson. En perspective, le Comité rappelle que l'incidence croissante des chocs climatiques demeure un risque majeur pour les prix des denrées alimentaires, en raison notamment des incertitudes liées à la mousson.

La production record de blé attendue à l'issue des récoltes rabi (cultures semées en hiver et récoltées au printemps en Asie du Sud) devrait toutefois permettre de contenir le prix des céréales. Aussi, les premières indications signalent une mousson « normale », ce qui devrait augurer une bonne saison s'agissant des récoltes kharif (cultures semées et récoltées entre avril et octobre). Les faibles niveaux des réservoirs, en particulier dans les États du Sud et la perspective de températures supérieures à la normale en avril-juin, sont toutefois préoccupants. Aussi, le resserrement de l'offre et de la demande pour certains légumes, et l'évolution des prix associés, doivent être surveillés de près.

Compte tenu de ces facteurs et dans l'hypothèse d'une mousson normale, le Comité estime que l'inflation atteindra 4,5 % en 2024-25.

Maldives

Croissance du tourisme au premier trimestre

L'administration fiscale des Maldives (*Maldives Inland Revenue Administration – MIRA*) annonce avoir collecté l'équivalent de 151 M USD de recettes au mois de février 2024. Ces chiffres dépassent de 22,3% les prévisions pour le mois de février 2024, et sont supérieurs de 33,7% à ceux de février 2023. La MIRA impute cette évolution au relèvement du niveau de la *Goods and Services Tax (GST)* et à l'augmentation du nombre d'entrées de touristes sur le territoire. La GST constitue en effet le premier poste de collecte pour le mois de février, à hauteur de 70% des recettes, loin devant l'impôt sur le revenu (10% des recettes). Cette hausse témoigne donc de la volonté de consolidation fiscale du gouvernement, dans un contexte d'insoutenabilité croissante de la dette publique mise en avant par le FMI à l'occasion de sa récente mission Article IV aux Maldives.

Népal

Prévision de croissance de la Banque mondiale pour l'année budgétaire en cours

Le dernier rapport économique de la Banque mondiale sur le Népal prévoit une croissance de 3,3 % pour l'année budgétaire 2023-24, marquée par une relance du tourisme et une augmentation des exportations d'énergie hydroélectrique, contre 1,9 % l'année précédente. Le rapport semestriel de la Banque mondiale sur le développement du pays souligne que la consommation privée sera le moteur de cette croissance, soutenue par une hausse substantielle des envois de fonds. Bien que l'économie népalaise soit en voie de reprise, l'investissement privé reste faible, même si une croissance de 4,6 % est projetée pour l'année budgétaire 2024-25.

Cependant, ces prévisions sont sujettes à divers aléas, notamment un ralentissement de la croissance dans les pays partenaires, ce qui pourrait peser négativement sur les envois de fonds des travailleurs émigrés et le tourisme.

La Banque mondiale souligne également la nécessité de nouvelles réformes de l'environnement des affaires pour attirer davantage d'investissements privés afin de soutenir la croissance à moyen terme. Cependant, la confiance du secteur privé au Népal est érodée par des facteurs tels que l'incertitude politique, la corruption et les défaillances de marché. En effet, les changements politiques fréquents ont entravé les investissements privés depuis plus d'une décennie, tandis que la corruption persistante a freiné la croissance et poussé de nombreux jeunes Népalais à chercher des opportunités à l'étranger.

Le Népal demande des prêts concessionnels à l'AIB

Lors d'une réunion avec le ministre des Finances népalais, Barshaman Pun, les experts de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIB) ont affirmé vouloir renforcer les activités de la banque au Népal. Dans ce cadre, le président de l'AIB, JIN Liqun, s'est engagé à augmenter les financements au Népal dans un avenir proche.

Le ministre des Finances népalais en a appelé à une augmentation des financements concessionnels de l'AIB à destination des projets d'infrastructures, en lien avec le processus de transition du Népal du statut de pays le moins avancé à celui de pays en développement d'ici 2026. Le ministre a également encouragé l'AIB à établir des partenariats avec le secteur privé népalais.

Le directeur de la NEA (*Nepal Electricity Authority*) a quant à lui appelé l'AIB à accroître ses investissements à des taux d'intérêt plus bas dans l'amélioration et l'expansion des infrastructures de transmission et de distribution d'électricité. Il a souligné que près de 60 Mds USD d'investissement, y compris pour le secteur privé, étaient nécessaires pour financer les projets liés à la production, la transmission et la distribution d'électricité afin de mettre en œuvre la feuille de route du secteur de l'énergie jusqu'en 2035, selon le ministère de l'Énergie.

Pour mémoire, l'AIB a déjà investi 40 M USD dans le projet hydroélectrique Upper Trishuli-1, d'une capacité de 216 MW, actuellement en construction. La banque a également investi dans des lignes de transmission en cours de réalisation dans les provinces de Lumbini et de Karnali.

Pakistan

Croissance en baisse au T2 2024, +1%, après 2,5% au T1 2024 selon les chiffres révisés du NAC

Le comité en charge des comptes publics (*National Account Committee – NAC*), a publié cette semaine les chiffres de la croissance pour le deuxième trimestre de l'exercice budgétaire 2024 (juillet 2023-juin 2024). Pour mémoire, la publication des chiffres de la croissance sur une base trimestrielle est effective depuis novembre 2023 et répond aux exigences de l'accord de confirmation avec le FMI.

Au T2 2024, la croissance du PIB ralentit pour s'établir à 1%, après une croissance de 2,5% au T1 2024, selon les chiffres révisés par le NAC, contre 2,13% estimés initialement, et une croissance de 2,2% au T2 2023.

- Agriculture : Croissance de 5,02% au T2 2024, grâce à de bon rendements agricoles (les productions de coton, riz et maïs progressent de 8,12%, le blé de 6,7%)
- Industrie : en baisse de -0,84% au T2 2024 (les industries minières enregistrent une baisse de 4,17%, l'indice de production industrielle progresse légèrement de 0,35%, la plus forte baisse est enregistrée par le secteur de la construction -17,59%, reflétant une baisse de la production de ciment et conséquence de la baisse des dépenses publiques).
- Services : croissance de 0,01%

Au cours de l'exercice budgétaire 2023, les provinces du pays ont connu un excédent budgétaire de 157 Mds PKR (560 M USD)

En 2022-23, les dépenses fédérales (dont subventions et aide sociale financées par la fédération et distribuées au niveau provincial) représentaient 12,9 % du PIB. Les dépenses cumulées des quatre provinces par rapport au PIB se situaient à 6,1 %.

L'excédent budgétaire des provinces est constant depuis douze ans. Les excédents des provinces ne sont pas reversés dans les caisses de l'Etat fédéral, ce qui permettrait de participer à la baisse du déficit budgétaire qui s'établissait à 5,8 % du PIB en 2022/2024 mais sont bloqués sur des compte-séquestres à la Banque centrale (State Bank of Pakistan- SBP). Les impôts perçus par les quatre provinces ne représentaient que 9 % des revenus budgétaires (1% du PIB) pour un montant défini par la loi qui équivaut à 57,5% des dépenses budgétaires totales. Le versement par l'Etat aux provinces a représenté 87,1% des dépenses des provinces. Les dépenses budgétaires du pays se sont situées à 5 038 Mds PKR.

Même si elles sont largement insuffisantes, les recettes des provinces ont augmenté. Les recettes de la GST sur les services du Sindh sont passées de 15 Mds PKR en 2009 à 285 Mds PKR en 2022/2023. Les recettes du Baloutchistan sont passées de 700 M PKR à 3 Mds PKR, malgré une assiette fiscale extrêmement faible. On note que les dépenses du Sindh ont augmenté de 19 % du PIB (effet des aides post-inondations catastrophiques de l'été 2022).

Au cours de l'exercice budgétaire 2023 (juillet 2022 à juin 2023), l'écart entre les recettes potentielles de l'assiette fiscale et les recettes effectives (écart dit « de conformité fiscale ») s'est établi à 20,8 Mds USD

Le manque à gagner fiscal de la partie de la GST (TVA non déductible) qui est prélevée par l'agence fiscale fédérale (le FBR) pour le compte de l'Etat fédéral auprès des commerces et des douanes se serait élevé à 2 900 Mds PKR (10,4 Mds USD), ce qui représente la moitié de l'écart de conformité fiscale constaté. Les produits passés en sous-facturation et en contrebande représentent 900 Mds PKR (3,24 Mds USD), le solde de 2 000 Mds PKR (7,2 Mds USD) est lié au refus par la majorité des commerçants du pays à mettre en œuvre la GST.

Le gouvernement fédéral a approuvé la décision de privatiser la *Pakistan International Airlines (PIA)* proposée par son Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de PIA indique que le plan de privatisation devrait être prochainement déposé auprès du SECP (la Commission des opérations de Bourse pakistanaise). Pour certains analystes, la privatisation n'en est encore qu'au stade préliminaire et le processus de privatisation devrait prendre au moins un an.

Il convient en effet que (i) les 35 banques créditrices de PIA approuvent le plan de restructuration (elles ont besoin d'être rassurées sur les conditions financières offertes par la structure de défaisance se voyant transférer les dettes actuelles de la PIA) ; (ii) le FMI approuve le coût budgétaire lié à la structure de défaisance -qui n'est pas encore précisément évaluée- mise en place dans le cadre de la préparation de la future facilité étendue de crédit (EFF) que le FMI est en train de préparer avec ses partenaires du ministère des Finances ; (iii) la délicate question des ressources humaines soit abordée.

Le ministre des Finances vise la conclusion d'un *Staff-Level Agreement (SLA)* avec le FMI concernant une nouvelle Facilité élargie de crédit (FEC) d'ici le 30 juin

Muhammad Aurangzeb, le ministre des Finances va coiffer à partir du 14 avril une délégation à Washington pour initier officiellement la coopération avec les services du FMI en vue de la signature du FEC. Les discussions qui s'effectueront en parallèle avec les réunions de printemps du FMI (du 15 au 20 avril) porteront selon la presse sur la fiscalité et sur la privatisation des sociétés publiques.

Pakistan Development Update (PDU) 2023/2024 de la Banque mondiale

En présentant le PDU 2023/2024, le directeur-pays de la Banque mondiale a indiqué que, « faute de réformes économiques majeures et durables, la croissance demeurerait atone et le Pakistan continuerait à faire face à des problèmes de liquidité. Selon lui, un programme de réforme économique clairement articulé, ambitieux et crédible était nécessaire pour réduire l'incertitude et restaurer la confiance. Il ajoutait que les principales contraintes politiques à une croissance économique durable n'étaient toujours pas résolues.

Le niveau d'endettement était élevé (autour de 80% du PIB) et les réserves de change étaient encore très faibles, couvrant deux mois d'importations. Il convenait selon lui de rétablir des marges de manœuvre budgétaires et financières, sans quoi le pays resterait vulnérable à d'éventuels nouveaux chocs externes.

Le PDU fait état :

- (i) d'une modeste reprise économique de 2023/2024 (projetée à 1,8%) et d'une amélioration de certains équilibres macroéconomiques (le déficit primaire est projeté à 0,1 % du PIB au cours de l'exercice 2023/24 et pourrait atteindre 0,3 % du PIB au cours des exercices 2024/25 et 2025/26 si les mesures de consolidation budgétaire mises en œuvre au cours du gouvernement de transition sont maintenues). Cependant, le déficit budgétaire devrait augmenter jusqu'à 8,0 % du PIB au cours de l'exercice 2023/24 en raison de la hausse des taux d'intérêt.

(ii) de la nécessité d'une consolidation budgétaire plus profonde, passant par des réformes structurelles, à moyen terme pour restaurer la viabilité des finances publiques et de la dette ; des mesures de contrôle des importations permettant de préserver les réserves de change limitées et d'une activité économique modérée (notamment dans le secteur agricole (croissance de 3% en 2023/24) alors que la croissance de l'industrie est projetée à 1,8%.

(iii) d'une croissance pour l'année budgétaire 2023/2024 (juillet 23-juin 24) projetée à 1,8 %. Selon le PDU, les déséquilibres extérieurs devraient persister (cette situation rendra nécessaire la poursuite des mesures de contrôle des importations et de gestion des capitaux), en l'absence de réformes rétablissant la confiance des investisseurs internationaux et susceptibles d'entraîner une diminution des emprunts massifs de l'État (le PDU insiste sur la nécessité d'enclencher rapidement des processus de privatisations afin d'envoyer un signal positif aux investisseurs).

Scandale impliquant une société travaillant pour un projet post-inondations financé par la Banque mondiale

M. Hussain est à la tête de « *Solutions for Development Support (Pvt.) Ltd* », une société de conseil choisie par la Banque mondiale dans le projet « de résilience du Sindh » qui vise à atténuer les risques d'inondation et de sécheresse dans certaines zones de la province et à renforcer sa capacité à gérer les catastrophes naturelles et les urgences de santé publique. Il agissait en tant que société conseil pour la Banque mondiale, en tant qu'acheteur et spécialiste de la gestion des contrats pour l'Autorité provinciale de gestion des catastrophes du Sind (qui est bénéficiaire du prêt de la Banque mondiale) et détenait une filiale de construction et une filiale de travail temporaire actives dans ce projet. Ayant reconnu les faits qui lui ont été reprochés, M. Hussain a été exclu des différents volets du projet auxquels il participait.

Débat sur le développement humain au Pakistan à l'occasion de la publication du nouveau rapport du PNUD

Le rapport 2023/2024 du PNUD sur le développement humain place le Pakistan dans la catégorie de développement humain « faible » avec un indice de développement humain (IDH) de 0,540 et un classement mondial de 164 sur 193 pays. Dans le rapport 2021/2022, l'IDH du Pakistan qui était situé à 0,544 positionnait le pays en 161^{ème} place sur les 191 pays figurant au classement mondial.

Après la présentation chiffrée de la situation du développement humain au Pakistan, le PNUD, la Banque mondiale et des experts indépendants pakistanais insistaient sur le fait que la situation du développement humain s'était dégradée au cours des dix dernières années. Ils remarquaient que ni l'éducation, ni la santé n'étaient des droits imprescriptibles inscrits dans la Constitution. Ils considéraient que la situation s'était dégradée pour des raisons démographiques et économiques (le PIB par habitant ayant baissé de 50% au cours de la décennie passée, il était à 110 USD par habitant en 2012/2013).

Sur le plan budgétaire, ils pensaient que les provinces ne s'étaient pas approprié les politiques de santé et d'éducation gérées par l'Etat fédéral avant la dévolution aux provinces réalisée en avril 2010 (18^{ème} Amendement) et mise en application à partir de l'année 2011-2012. Ils estimaient que, par rapport au PIB, les dépenses de santé et d'éducation ne dépassaient pas 3,5% du PIB en 2022/2023. La faiblesse des moyens n'était pas compensée par une capacité à travailler de façon collective, les ministères de la santé, des affaires sociales et de l'éducation « travaillant en silos », ils ne formaient

pas des projets communs (l'école primaire pourrait être un très bon support pour mettre en place des politiques transversales efficaces). Alors que l'Etat fédéral essayait avant tout d'éviter le défaut de paiement, il n'était pas en mesure de contribuer à ces budgets. Dans cette situation, il convenait pour améliorer la situation du développement humain au Pakistan de faire en sorte d'augmenter les impôts provinciaux sur la propriété foncière et sur l'immobilier. A cela s'ajoutait, selon le panel de discussion, le fait que la situation était bien plus détériorée au Baloutchistan ou dans certaines régions du Sindh et du Khyber-Pakhtunkhwa que dans le reste de la Fédération.

La société publique OGDCL annonce la réussite d'un premier forage concernant un gisement de gaz associé à des condensats

Le gisement se situe dans le district de Kohat, à une cinquantaine de kilomètres de Peshawar, la capitale de la province du Khyber Pakhtunkhwa. Le puits de 2600 mètres de profondeur est exploité conjointement par OGDCL (75 %) et Saif Energy Limited (SEL) (25 %). Les premiers jours de production, le nouveau gisement produisait en moyenne 2,842 millions de pieds cubes par jour (mmscfd) de gaz et de 28 barils de condensat par jour.

Sri Lanka

Baisse de l'inflation au mois de mars

D'après les données du *Colombo Consumer Price Index* (CCPI), l'inflation effective a ralenti jusqu'à atteindre 0,9% au mois de mars, contre 5,9% en g.a. au mois de février. Cette évolution correspond aux prévisions qui avaient été annoncées par la Banque centrale (CBSL), et résulte largement de la variation des prix des produits non-alimentaires (-0,5% en mars contre +7,0% en février). Dans le détail, les secteurs concernés sont les transports, la santé, le textile, mais surtout l'immobilier et les charges associées comme l'électricité ou l'eau (passage à -4,7% de déflation après +15,8% d'inflation en g.a. au mois de février). De ce fait, l'inflation sous-jacente reste plutôt stable (+3,1% en mars 2024, contre +2,8% au mois de février). L'augmentation des prix des produits alimentaires enregistre quant à elle une légère hausse de 30 points de base par rapport à février pour atteindre +3,8% en g.a. Pour ce qui concerne les prévisions des mois à venir, la CBSL met en garde contre plusieurs facteurs d'incertitude, notamment la volatilité des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, l'impact de l'aléa météorologique sur les productions agricoles.

Performances extérieures au mois de février

La Banque centrale sri lankaise (CBSL) a publié le 28 mars 2024 une production résumant les performances extérieures du pays au mois de février. En ce qui concerne le compte courant, la balance commerciale a enregistré un déficit de 319 M USD, contre 39 M USD au mois de février 2023. Le creusement de ce déficit est dû à une augmentation en valeur plus rapide pour les importations (+35% en g.a.) que pour les exportations (+7,9% en g.a.). La croissance des importations de marchandises sur la période est portée par les biens intermédiaires (notamment dans le domaine textile) et le carburant. La levée des restrictions sur les produits qui avaient été interdits à l'importation au plus fort de la crise de liquidité y a fortement contribué.

Les exportations quant à elle ont surtout crû pour les produits industriels et agricoles (y compris le thé). L'indice des termes de l'échange s'est légèrement dégradé sur la période, le prix des biens ayant davantage diminué à l'export (-8,0%) qu'à l'import (-7,1%). D'autre part, la balance des invisibles affiche un excédent de 400 M USD (en augmentation de +58,7% par rapport à février 2023), du fait d'une forte hausse des revenus touristiques, à hauteur de +113,9% en g.a. La croissance des envois de fonds des travailleurs immigrés (+14,5%) concourt enfin fortement à l'excédent courant du mois de février. Pour ce qui touche au compte financier, le Colombo Stock Exchange a observé une entrée de capitaux pour 42 M USD, chiffre qui n'avait pas été égalé depuis février 2022, tandis que le marché des titres publics a enregistré une sortie nette de capitaux (68 M USD). Les actifs de l'Etat sri lankais ont augmenté en raison de la reconstitution des réserves de change, dont la valeur s'élève désormais à 4,5 Mds USD (y compris un swap d'1,5 Mds USD accordé par la People's Bank of China) contre 2,2 Mds USD en février 2023. Dans le même temps, la roupie a poursuivi sa dynamique d'appréciation par rapport au dollar, son cours s'étant renforcé de 7,6% entre le 1^{er} janvier et le 28 mars 2024.

Visite officielle des autorités sri-lankaises en Chine

Le Premier ministre sri-lankais Dinesh Gunawardena a effectué une visite officielle en Chine, et y a rencontré le président Xi Jinping et d'autres hauts responsables chinois. Ils ont discuté des relations bilatérales, des questions régionales et internationales d'intérêt commun entre les deux pays. Des MoU ont été signés lors de cette rencontre pour le renforcement et le développement de la coopération sino-sri-lankaise dans les domaines de l'investissement industriel, de l'agriculture, des médias et d'autres domaines. Ils ont réaffirmé leur engagement envers une coopération mutuellement bénéfique, notamment dans les domaines économique, commercial, culturel et éducatif. Les autorités sri-lankaises ont mis un point d'honneur sur le rôle important joué par le projet *Belt and Road*. Par ce biais, ils souhaitent avancer sur les projets du port de Hambantota et Colombo Port City. La Chine continuera son soutien aux entreprises sri-lankaises, notamment dans l'industrie du thé. Des projets de développement sur des accords de libre échange ont également été discutés. Par ailleurs, la Chine veut travailler avec le Sri Lanka dans l'aide humanitaire, dans le développement de la coopération médicale, et le changement climatique.

Accords des services du FMI sur la deuxième revue du programme prévu dans le cadre de l'*Extended Fund Facility* (EFF) du Sri Lanka

Les services du Fonds Monétaire International (FMI) et les autorités sri-lankaises ont conclu un accord sur les politiques économiques pour achever le deuxième examen du programme de réforme économique soutenu par l'*Extended Fund Facility* (EFF) ou Mécanisme Elargi de Crédit. Cet accord permettra au Sri Lanka d'avoir accès à un financement d'environ 337 M USD une fois approuvé par la direction du FMI et le Conseil d'administration du FMI. Selon la mission, les réformes macroéconomiques entreprises commencent à porter leurs fruits, mais il est crucial de maintenir l'élan des réformes et de lutter contre la corruption pour assurer une reprise durable et une croissance inclusive. La situation économique s'améliore progressivement, avec une croissance positive enregistrée après plusieurs trimestres de contraction et une désinflation rapide. Les autorités sri-lankaises ont réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre des réformes, notamment dans les finances publiques et la stabilisation macroéconomique. Les accords de principe entre le Sri Lanka et le Comité Officiel des Créanciers ainsi que la China Eximbank, ont permis de franchir une étape importante.

Grâce à la finalisation de ces accords et la conclusion des accords de principe avec les créanciers privés extérieurs, la mise en œuvre de la restructuration de la dette extérieure deviendra envisageable. Toutefois, des efforts continus sont nécessaires pour renforcer la gouvernance, lutter contre la corruption, mobiliser les recettes fiscales et protéger les pauvres et les agents vulnérables. Ainsi la mise en œuvre des recommandations du rapport de diagnostic de gouvernance est attendue. Par ailleurs, l'équipe du FMI a salué l'engagement des autorités en faveur des réformes et a exprimé sa gratitude pour leur collaboration.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr